

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 13.
 DÉPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch St., Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 50 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 60 centimes.
INSERCTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 13
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 15	» » » 05
3 0/0 amortiss. ..	82 70	» » » 05
4 1/2 0/0 1883 ..	109 25	» » » 05
Cons. anglais ..	99 7/16	» » » 05
Finl.	97 60	» » » 05
Finl. autric. (or) ..	88 1/4	» » » 05
Esp. Extér. nouv. ..	53 11/16	» » » 1/4
Egyptien 6 0/0 ..	322 50	1 25 » »
Ch. Égyptiens ..	441 25	1 25 » »
Turc 4 0/0 (nouv.) ..	14 10	1 15 » »
Banque ottomane 505	» » »	1 25 » »

L'échéance du 31 DÉCEMBRE étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PRIME D'ÉTRENNES

Nous avons le plaisir d'annoncer à tous nos abonnés, même à ceux ayant déjà reçu une prime gratuite, qu'un traité récemment conclu avec la maison **César Zivy**, fabricant d'horlogerie à la Chaux-de-Fonds (Suisse) — Dépôt à Paris, 4, rue Martel — nous permet de leur offrir, moyennant un supplément de 15 francs (plus un franc pour frais d'expédition s'il y a lieu)

UNE JOLIE MONTRE

en nickel, 18 lignes, pour hommes, avec mise à l'heure mécanique et à secondes, mouvement à vue, avec chaîne et éerin. Chaque montre est garantie pour deux ans.

En raison de la solidité exceptionnelle de cette **Jolie Montre**, elle convient aux personnes qui voyagent ou habitent la campagne et tout particulièrement aux chasseurs, qui seront heureux de pouvoir en faire l'acquisition à UN PRIX SANS PRÉCÉDENT.

Quelques-uns des nombreux lecteurs de la **Patrie** qui s'achètent au numéro dans les kiosques, s'étant déjà présentés dans nos bureaux pour nous demander cette **Prime supplémentaire**, nous avons l'honneur d'informer tous nos lecteurs, sans exception, que la **JOLIE MONTRE à remontoir** leur sera accordée, aux mêmes conditions qu'à nos abonnés, sur la simple remise du numéro portant la date du jour.

PARIS, 21 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

L'élection de Tarn-et-Garonne

Voici les résultats des élections législatives qui ont eu lieu hier dans le département de Tarn-et-Garonne, par suite de l'invalidation du scrutin du 4 octobre :

MM. Prax-Paris, cons.....	30,989	Élu
Trubert, cons.....	30,987	
Arnould, cons.....	30,868	
Lasserre, répub.....	30,763	Élu
Brunel, cons.....	30,610	
Cambe, répub.....	30,587	
Glabrie, répub.....	30,353	
Flamens, répub.....	29,765	

Solt, trois conservateurs et un républicain élus.

Une dépêche que nous recevons de l'Institut de Montauban nous informe que les chiffres ci-dessus ne seraient pas encore définitifs en ce qui concerne M. Lasserre. Il convient dès lors d'attendre à cet égard de nouveaux renseignements.

AU PALAIS-BOURBON

M. le colonel de Saint-Aulaire, ancien officier d'ordonnance de l'Empereur, est nommé conseiller d'arrondissement de Montendre (Charente inférieure).
 Avant la séance, on s'entretenait dans les couloirs de l'élection du Tarn-et-Garonne; plusieurs dépêches contradictoires sont venues à Paris.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

M. Dugué de la Fauconnerie, rectifiant une interruption qui figure au *Journal officiel*, dit qu'après l'invalidation des élections des Landes, cent mille électeurs se trouvaient privés de leur droit de représentation au Congrès; cela fait un total de 180,000 électeurs qui sont dans ce cas. Ce fait regrettable ne se produirait pas si les électeurs nommaient directement le président de la République.
 Le procès verbal de la dernière séance est adopté.

M. le président dit qu'il a reçu de M. le baron Dufour une demande d'interpellation sur les abus scandaleux de la candidature officielle dans les dernières élections du Lot.

M. le ministre de l'intérieur dit qu'il désirerait savoir sur quels abus scandaleux on veut l'interpeller.

Il s'en rapporte à la Chambre pour fixer la discussion (à un mois).

M. le baron Dufour répond que tous les fonctionnaires ont participé à la candidature officielle d'une manière véritablement scandaleuse.

La discussion de l'interpellation est renvoyée à un mois.

L'ordre du jour appelle la discussion des crédits extraordinaires pour le service du Tong-King et de Madagascar.

Mgr Freppel dit que si la discussion n'a-

vait d'autre objet que de revenir sur le passé et de rechercher les fautes commises, il ne prendrait pas la parole. Ce que le pays demande, ce n'est pas une étude rétrospective de la conduite de cette affaire, c'est une solution.

Il faut rechercher quelle est la solution la plus conforme à l'honneur et aux intérêts de la France. Trois portes se présentent : l'évacuation complète, l'occupation réduite au Delta et le maintien de l'occupation entière et d'une organisation du Tong-King et l'Annam.

L'évacuation immédiate ou graduelle est une solution radicale mais incomplète, il faut, en effet, y ajouter celle du Cambodge et de la Cochinchine. (Dénégations sur plusieurs bancs.)

La France n'a pas envoyé ses députés dans cette Chambre pour la déshonorer. (Très bien ! très bien ! au centre.) Le corps électoral a blâmé, non pas l'expédition, mais la mauvaise direction donnée à cette entreprise (Mouvements divers.)

Le pays a trop le sentiment de son honneur et de sa dignité pour avoir demandé l'évacuation.

L'évacuation du Tong-King ce n'est pas seulement la perte du prestige de la France en Orient, c'est la mise en péril de toutes nos possessions d'outre-mer; quand on saura combien il est facile de se débarrasser de la domination française, le fanatisme soulèvera les populations indigènes en Algérie, en Tunisie et ailleurs.

On saura dans toute l'Asie, dans toute l'Afrique et dans toute l'Europe qu'il ne faut pas compter sur l'esprit de suite de la France; on verra profiter de sa pusillanimité, et tous nos adversaires relèveront la tête.

Tous les officiers et agents de la France entendus par la commission sont d'avis que notre retraite du Tong-King entrainera notre retraite de la Cochinchine. C'est une conséquence nécessaire de la faiblesse que nous montrons.

Les Asiatiques, enhardis, se répandront dans le Cambodge; et nous assiégeront dans Saigon, comme ils l'ont déjà fait une première fois; si on veut se maintenir en Cochinchine, il faudra faire les sacrifices qu'on n'aurait pas voulu faire au Tong-King; on n'aura récolté que la déshonneur. (Réclamations à droite. — Applaudissements au centre.)

D'ailleurs les partisans de l'évacuation se consolent de la perte de la Cochinchine. On se demande, en effet, après avoir lu le rapport de M. Pelletan de quelle utilité peut être cette colonie.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Les membres de la Société Amicale et de Prévoyance de la préfecture de police, se sont réunis ce matin à neuf heures, en assemblée générale, dans la salle du conseil d'hygiène et de salubrité à la caserne de la Cité.

La séance était présidée par M. Vel-Durand, préfet du Pas-de-Calais, ancien secrétaire-général de la préfecture de police, assisté de M. Clément, commissaire aux délégations judiciaires; Slaton, officier de paix, vices-présidents; et Gérard, sous-chef de bureau, secrétaire.

Sur la proposition du conseil d'administration de la Société, l'assemblée a décidé de verser la somme de 37,070 fr. 15 centimes, formant la réserve disponible, à la caisse des Dépôts et consignations. Cette somme ajoutée à celle de 93,929 fr. 85 déjà existante, porte le fonds des retraites à 131,000 francs.

Le transport le *Shamrock*, arrivé hier à Alger, venant du Tong-King, a repris la mer quelques heures après faisant route pour Toulon.

EXTÉRIEUR

Londres, 21 décembre.
 Une dépêche officielle du vice-roi de l'Inde confirme le massacre de quelques Européens en Birmanie; elle ajoute qu'un petit détachement anglais a quitté Mandalay le 13 décembre pour Chindwin.

Le *Times* croit savoir que le cabinet a l'intention de ne proposer aucune motion tendant à l'ajournement de la Chambre jusqu'au mois de février.

Les discours de la Couronne sera lu dans les délais ordinaires; et avant qu'il soit procédé aux débats de l'Adresse, les Communes auront à se prononcer tout d'abord sur un vote de confiance qui sera proposé par un membre indépendant et expérimenté, mais sans caractère officiel, du parti tory.

INFORMATIONS

Lorsque M. Harmand quitta la France pour aller remplir les fonctions de consul général à Calcutta, on annonça qu'il ne conserverait pas longtemps ce poste.

La nouvelle paraît se confirmer aujourd'hui.

Voici, en effet, que l'on parle de M. Harmand pour la légation de Hué. Cette fois, il y retournerait non pas comme commissaire extraordinaire, mais comme résident général chargé d'organiser le protectorat dans tout le royaume d'Annam.

Tel est le projet.

Sera-t-il réalisé ?

Attendons, pour nous prononcer, que les Chambres aient voté les crédits du Tong-King.

Un des principaux collaborateurs de M. Alphand, M. Barabant, ingénieur des ponts et chaussées, chargé du service de la voie publique à Paris, vient de donner sa démission.

M. Barabant entre au chemin de fer de l'Est comme sous-directeur de la Compagnie.

M. Camille Barère, ministre plénipotentiaire, ancien général du consulat général de France au Caire, a été reçu hier par M. de Freycinet.

M. Barère, avant d'aller prendre possession de la légation de Stockholm, jouira d'un mois de congé.

Ce sera, si nous ne nous trompons, le cinquième depuis le commencement de l'année.

Tous les asiles de nuit, qui existent aujourd'hui à Paris, sont dus à l'initiative des conservateurs. Les républicains n'y ont contribué en rien; ils ont même trouvé mauvais qu'on y fit la prière. C'était, selon eux, porter atteinte à la liberté de conscience.

Ces établissements étant insuffisants, il a été question, ces temps derniers, d'en créer de nouveaux avec le concours de la Ville et de l'Assistance publique.

Après des alternatives diverses, cette question vient d'entrer dans une nouvelle phase.

La commission municipale de l'Assistance publique vient, en effet, d'adopter un projet tendant à inviter l'administration à créer un asile de nuit. Tous les indigents pourront y être admis, mais ils devront, en leur qualité de vagabonds, payer leur séjour au moyen de leur travail.

C'est à dire que l'administration républicaine entend tirer profit de ce qu'elle appelle sa bienfaisance.

C'est ce qui se fait en Angleterre; les mendicants recueillis dans les asiles sont condamnés à effiler les vieux cordages goudronnés, et ce travail leur met les doigts en sang.

Si le conseil municipal adopte cette combinaison, dit un de nos confrères, on pourra débarrasser Paris des vagabonds qui, faute d'asile, couchent sous les ponts, dans les carrefours ou les carrières d'Amérique.

C'est mal connaître le vagabond; il n'est point dit, que de supposer qu'il ira volontiers dans ces asiles où le travail sera obligatoire; c'est par force qu'il faudra le y traîner, et l'asile municipal deviendra une prison.

LES REVERS DU TONG-KING

LE COUPABLE

La commission des crédits du Tong-King n'avait pas pour mission d'instruire le procès des coupables de l'expédition tonkinoise. Le rapport de M. Pelletan n'en fournit pas moins les bases de l'acte d'accusation qu'une autre commission aura, il faut l'espérer, bientôt à dresser contre M. Ferry et ses complices.

L'honneur de nos armes, dans deux circonstances, a été gravement compromis. Jusqu'à ce que justice soit faite, on ne saurait trop insister sur ce sujet, pour bien établir à qui incombe la responsabilité de ces douloureux événements.

Bac-Lé et Bang-Bo sont les deux points faibles de la triste guerre du Tong-King.

C'est à Bac-Lé, en juin 1884, que fut arrêtée par l'armée chinoise, et que faillit périr la petite colonne qui, par ordre de M. Ferry, fut imprudemment envoyée vers Lang-Son pour occuper cette place.

Il y eut des fautes commises par l'autorité militaire dans les détails d'exécution de cette opération, nous en convenons. Mais il a été établi, d'une manière irréfutable, que le vrai responsable de l'insuccès est M. Ferry. Nous ne revenons sur ce fait que parce qu'il est le point de départ des revers qui devaient nous entraîner jusqu'à une déroute.

Quant à l'affaire de Bang-Bo, de nombreux documents accablants pour l'ancien président du conseil des ministres font retomber sur lui toute la responsabilité de la débâcle.

Un article à sensation signé *** qui, sous le titre : *A la recherche de la vérité sur l'évacuation de Lang-Son*, a été publié par la *Revue du Correspondant*, dit avec une compétence, qui trahit la qualité de l'auteur, que Bang-Bo est le nom qu'aurait dû porter la retraite de la brigade de Négrier et non celui de Lang-Son. C'est Bang-Bo qui est le grave échec de la campagne, c'est là que commence la déroute qui se poursuit sans arrêt jusqu'à Lang-Son. Là, la brigade reçoit des renforts surmenés et débâclés, lesquels lui ont été expédiés en hâte, à peine débarqués.

Nous sommes en conformité absolue d'opinion avec l'auteur de l'article du *Correspondant*, sauf sur un point. Nos articles antérieurs parus dans la *Patrie* en font foi. Il pense que le général de Négrier en allant guerroyer en Chine a cherché à se faire un succès retentissant aux dépens de la prévoyance la plus élémentaire, et qu'il a joué follement avec sa brigade sous le prétexte de se donner de l'air, suivant son expression.

Le général de Négrier n'aurait peut-être pas dû tenter Bang-Bo, et éclairer par la journée du 23, ne pas s'entêter le 24. Nous nous garderons bien de nous prononcer sur un point aussi délicat, et nous croyons que l'idée de blâme émise par l'écrivain du *Correspondant*, n'aurait pas été exprimée, si son article avait passé quelques jours plus tard, lorsque fut connue la dépêche du 15 mars 1885, signée Leval : « Les négociations sont en bonne voie; pour faciliter la conclusion de la paix, il est nécessaire de faire une pointe vers la porte de Chine et de montrer les spahis. »

C'est donc par ordre que de Négrier a été guerroyer en Chine, et, une fois engagé, il nous paraît difficile qu'il puisse être l'objet d'un blâme pour avoir été de l'avant, jusqu'au moment où l'impossibilité de forcer le passage lui manifeste.

Ce n'est ni le général de Négrier, ni le colonel Herbering, c'est celui qui a fait donner l'ordre de faire une pointe vers la porte de Chine qui est responsable de l'échec qui a entraîné la débâcle, et responsable de la mort de plus de trois cents hommes. Ce grand coupable, c'est M. Ferry.

La perte de Lang-Son lui a fait perdre le pouvoir, mais le pays n'est pas débarrassé de cet homme néfaste; il a l'audace de relever la tête, il oublie qu'il est un accusé. On le lui a rappelé à la Chambre; ce n'est pas suffisant.

C'est devant la justice qu'il faut qu'il rende un jour compte de ses méfaits.

Nous disions hier qu'il ne fallait point attacher trop d'importance à la fâcheuse algarade dont le duc de Séville s'est rendu coupable; les renseignements qui nous parviennent directement de Madrid nous confirment dans cette opinion.

L'incident, qui n'a pas le caractère de gravité que certains journaux ont voulu lui donner, a évidemment causé une certaine émotion dans la Péninsule, mais le résultat de cette affaire a été surtout de provoquer dans toute l'Espagne une manifestation spontanée de respect et de confiance en faveur de la régence qui, dans la direction des affaires publiques, se montre chaque jour plus digne de la tâche difficile que la mort du roi lui a imposée.

Certains ont affecté de considérer la scène regrettable dont le colonel Henri de Bourbon a été le héros comme le premier symptôme des discussions intestines dont l'Espagne serait menacée de devenir le théâtre. Nous n'avons jamais voulu y voir autre chose qu'un fait isolé et rien de plus.

Les peuples divisés périront, a-t-on dit; l'Espagne, qui sait qu'elle a des destinées à remplir dans le monde et qui se doit à son glorieux passé, comprendra que c'est en défendant le trône volé de crépe, auprès duquel veille la jeune veuve d'Alphonse XII, qu'elle assurera le mieux sa prospérité au dedans et même temps que son prestige au dehors, et ne se laissera ébranler ni par les intrigues d'en haut ni par les violences d'en bas.

Disons que le colonel Henri de Bourbon, dont il est question, n'a point le rang d'infant d'Espagne, pas plus qu'il n'a droit au titre de prince. Le titre de duc de Séville, qui lui porte, il le doit à la bonté du feu roi, dont il est le cousin germain. Son père don Henri était frère de don François d'Assise, mari de la reine Isabelle II. C'est lui qui a été tué en duel, au mois de mars 1870, par le duc de Montpensier.

Le colonel Henri de Bourbon est né à Toulouse le 3 octobre 1843.

Au Palais-Bourbon

Il doit y avoir aujourd'hui à la Chambre ce qu'on appelle jadis une grande séance. C'est la première du Tong-King; une reprise.

On se rappelle les émotions que donnait ce drame du temps où Ferry jouait le chef du cabinet. Il paraît que rien n'est changé, sauf seulement le nom du premier ministre. Il y a toujours deux intérêts qui ont l'air de se contredire : celui de la France et celui du ministère. La Chambre jugera, car enfin ce sont les députés qui portent sur leurs épaules notre fortune et celle du cabinet; puisse donc le ciel les inspirer, une fois au moins, par exception.

Jusqu'à présent, il est positif que la jeune Chambre n'a pas fait preuve de beaucoup de sagesse; peut-être se réserver-elle pour la discussion tonkinoise; on verra bien. Il ne manque pas de personnes, sans doute, qui la croient incapable de voir clair dans une si grosse affaire : le *Journal des Débats*, notamment, est désespéré et ne s'en cache pas; il doute de l'intelligence de la Chambre, car elle n'a ni M. Francis Charmes, ni M. Ribot; si elle les avait, elle entendrait deux discours de plus. Y comprendrait-elle davantage ?

Il y aura aujourd'hui une foule considérable sur le pont de la Concorde. Quand il stationne beaucoup de monde sur ce pont, c'est toujours signe qu'il se passe au Parlement des choses importantes. Ce que sont ces choses et comment elles se passent, les gens qui sont sur le pont l'ignorent absolument. Ils ne sont pas au courant du débat, ils ne connaissent même pas les députés, mais ils stationnent parce qu'ils est dans leur destinée de stationner les jours de séances graves; pourquoi ? Vraisemblablement c'est pour qu'il ne soit pas dit que les députés sont entrés au Palais-Bourbon, sans qu'on fit la haie sur leur passage, dans une occasion aussi solennelle; cela suffirait à les rappeler à l'importance de leur mission, s'ils pouvaient l'oublier; cela leur montre le souci que l'on prend de la question qu'ils ont à résoudre.

Question à deux faces, encore une fois : d'un côté les intérêts français à sauver s'il est possible; de l'autre, le cabinet à sauver, le sauvera-t-on ? Le renversera-t-on ?

Il y a doute. Quelques députés se demandent comment on pourrait remplacer M. Brisson s'il était renvoyé; qu'importe! ce sera affaire à M. le président de la République, qui pourra ainsi employer à quelque travail les derniers jours de son mandat.

On sait ce que M. Brisson a imaginé pour essayer de préserver son portefeuille; ce serait de poser la question de cabinet au moment du vote des crédits. Qu'il y ait une majorité pour accorder la totalité des crédits proposés, ou que l'on se décide à ne voter qu'une provision de trois mois, n'est-il point dans tous les cas convenable de distraire la cause du cabinet de celle du pays.

M. Granet a résolu, dans ce but, de déposer une demande d'interpellation; celle-ci sera jointe au débat principal, mais aura pour sanction un vote d'ordre du jour, distinct du vote sur les crédits; c'est ce qui permettra de fixer le sort du ministère, indépendamment de toute autre question.

Et maintenant, Dieu veuille, comme nous le disions, que dans tout cela les députés ne pensent qu'à la France!

LE FAIT DU JOUR

L'assistance de l'hôpital Cochin

Ce matin, à six heures, l'hôpital Cochin a été laïcisé. Les sœurs de la congrégation des Dames Augustines de Sainte-Marie, qui depuis 1782 prodiguaient leurs soins dévoués aux indigents malades, aux infirmes et aux petits enfants, ont été remplacées par des infirmières laïques. Les bonnes sœurs se sont retirées dans leurs appartements sans protester, mais non sans larmes dans les yeux. On leur a accordé jusqu'à deux heures de l'après-midi pour quitter l'hôpital, et c'est au nombre de vingt-cinq qu'elles se rendront à leur maison-mère, 8, rue Bara, après avoir passé, pour la plupart, près de trente ans dans l'hôpital Cochin.

M. Denys Cochin, conseiller municipal et petit-neveu du fondateur, accompagné de plusieurs membres du comité de défense catholique, seront présents au départ des sœurs.

Est-ce l'effet produit par l'émotion d'un premier début ? Toujours est-il que les infirmières laïques ne s'étaient pas mises en grand frais de toilette. Presque toutes, coiffées à la chien, avaient les cheveux en désordre. Le nuage de ruban noir, qui constitue la coiffure de ces dames, mal posé sur le chignon, donnait à leur physionomie déjà peu avenante, un aspect lugubre.

Si M. le directeur de l'Assistance publique, qui à neuf heures est venu s'assurer que la remise des services s'était effectuée sans incident, a fait la même remarque que nous, il a dû constater qu'entre le nouveau personnel de l'hôpital Cochin et les bonnes sœurs que l'on expulsait, il y avait une grande différence.

Mais M. Peyron ne se sera pas attardé à des détails aussi fastidieux. Il avait, paraît-il, grand peur qu'une manifestation se produisît en faveur des saintes filles que l'on chasse. Le directeur lui-même ne paraissait pas tranquille sur l'issue de ce défi de justice. Aussi, a-t-il été sobre, très sobre même sur les renseignements qu'il était demandé. A toutes les questions qu'on lui posait, il répondait invariablement : « Adressez-vous à l'Assistance publique. »

L'hôpital Cochin qu'on a laïcisé ce matin, est situé 47, faubourg Saint-Jacques. Fondé en 1780 par les libéralités de M. Jacques Denis Cochin, curé de la paroisse Saint-Jacques-du-Haut-Pas, en faveur des indigents malades ou infirmes de cette paroisse; on y recevait aussi des malades des autres quartiers de la capitale moyennant le paiement d'une modique pension. L'habile architecte Viel dirigea gratuitement la construction de cette maison qui, commencée en 1780, fut ouverte aux malades en juillet 1782 et prit d'abord le nom d'hospice Saint-Jacques-du-Haut-Pas.

Pendant la Révolution, on l'appela l'hospice Jacques et plus officiellement hospice du Sud.

En 1801, le conseil général des hospices de Paris s'empressa de lui donner le nom de son charitable fondateur.

Grâce à des aménagements bien entendus, l'hôpital Cochin, où dès l'origine l'on ne comptait que 38 lits, en contient aujourd'hui 240, presque tous occupés et répartis dans huit salles principales. Un service spécial d'accouchement y fonctionne également.

Une partie des magnifiques jardins sert de promenoir aux malades. Ils abouissent à la rue de la Santé, presque en face le couvent des RR. PP. Capucins, autres expulsés.

En fronton du péristyle d'ordre dorique, qui formait autrefois l'entrée princière, on lit l'inscription suivante :
Pauvre clamavit et Dominus exaudivit eum.

Les maladies traitées à l'hôpital Cochin sont spécialement les affections aiguës ou chirurgicales. Le personnel médical se compose de MM. Beaumetz-Dujardin, Bucquoy, Auger et Marchand, de quatre internes et douze élèves externes.

Le personnel administratif est ainsi composé : un directeur, un aumônier, deux expéditionnaires, et par suite du renvoi des sœurs, les employés des deux sexes pour le service des malades a été porté à soixante-douze personnes, tandis qu'autrefois il n'était que de quarante-deux.

Le budget de l'Assistance publique, le budget des pauvres, va donc être grevé par de nouvelles charges trois fois plus lourdes, inutiles. L'éloquente intervention du docteur Dupré, sénateur républicain, ainsi que celle des médecins et chirurgiens de Paris, aura été méprisée par tous les Allain-Targé qui nous administrent ou nous gouvernent.

Le dernier mot ne leur restera pas, car nous espérons encore dans la justice, au nom des pauvres et de tous ceux qui souffrent.

ÉCHOS

Nous avons annoncé que le comité organisateur du banquet des Corses avait convoqué ses compatriotes en une réunion plénière. Cette réunion a eu lieu hier, dimanche, sous la présidence de M. de Zerbis.

Voici le texte du vœu voté par l'assemblée :

Les électeurs bonapartistes présents à Paris, réunis en assemblée plénière aujourd'hui 20 décembre 1885, protestent avec indignation contre l'invalidation injuste de leurs députés et invitent les électeurs des autres départements invalidés à se joindre à eux.

Ils expriment le vœu que la droite de la Chambre dénonce de la façon la plus énergique, à l'ouverture du Congrès, l'absence

d'une partie de la représentation nationale à l'élection du chef de l'Etat.

Nous reviendrons demain sur cette importante réunion.

Les obsèques du général vicomte de Bonnemains, grand-croix de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre de Saint-Stanislas de Russie, commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche, ont eu lieu aujourd'hui à midi.

Devant la maison mortuaire, tendue de draperies noires et surmontées d'un écusson aux armes du défunt, les 113^e régiment de ligne, 7^e régiment de cuirassiers et 21^e régiment d'artillerie, sous les ordres du général Loissillon, rendaient les honneurs militaires.

Il est bien dit dans la loi que les amendes seront prononcées par le gouverneur général, en Conseil de gouvernement sur le vu des procès-verbaux, rapports et propositions de l'autorité locale — lisez administrateurs ou leur adjoint — les chefs des tribus ou des douars préalablement entendus par la dite autorité.

Pour qui sait comment se font les enquêtes de cette nature, nous ne trouvons la aucune garantie pour les indigènes, étant donné le désir de faire de la colonisation officielle qui satisfait à la fois les journalistes et les députés.

Aussi n'avons-nous été que médiocrement surpris de trouver des préoccupations de cette nature dans le discours de M. le gouverneur général (19 novembre 1885).

Les incendies auraient atteint 62,000 hectares de forêts avec un dommage évalué à 900,000 francs, dont 400,000 fr. s'appuyant à des propriétés privées, soit un peu moins de 15 francs par hectare.

Les tribus ou douars soupçonnés, convaincus, si vous le voulez, ne sont pas frappés d'amende. C'est le séquestre, le maximum de la peine qui leur est appliquée comme mesure générale; on ne frappe plus leurs troupeaux, c'est à leur terre qu'on s'en prend. Pourquoi? M. le gouverneur général va nous le dire, et le système qu'il représente ne lui permet guère d'agir autrement. Lisez plutôt :

« Le rachat du séquestre ne se fera pas » seulement en argent, des prélevements » seront faits en nature pour procurer des » terres à la colonisation ainsi qu'aux » indigènes dépossédés au delà de leur part » contributive. »

C'est simplement monnaie morte ! Eh quel ! il ne vous suffit pas de l'amende collective qui frappe à la fois les coupables et ceux qui ne le sont pas, il faut que vous me dépossédiez « au delà de ma part contributive » Contributive !

Nous le répétons, c'est monstrueux, mais c'est ainsi que la liquidation du séquestre de 1881 fournira 10,935 hectares à la colonisation et permettra la création de nouveaux villages ». C'est le mot de la fin.

Nous le disons hautement, jamais nous n'avons été le témoin de pareil arbitraire, de pareille interprétation de la loi. On conçoit qu'avec de tels procédés, plus n'est besoin de demander au Parlement 50 millions pour acheter des terres de colonisation — une allumette suffit.

Nous dégageons volontiers la haute personnalité du gouverneur général de tels agissements; malheureusement avec les rattachements le système qu'il représente veut qu'il en endosse l'odieuse responsabilité.

Ah ! cette fois la pyramide est bien renversée, l'autorité n'est plus en haut, elle est à la merci des plus bas appétits, elle est en bas, et depuis le chef de l'Etat jusqu'aux derniers degrés de la hiérarchie, il en est ainsi.

Les préfets sont à la merci absolue des conseils généraux, des politiciens de bas étage et du reste, et cela tend à descendre plus bas encore. N'avons-nous pas vu tout récemment les garde-mines, les charcutiers, menuisiers et teinturiers formant la majorité du conseil municipal d'Oran traduire à sa barre le préfet du département.

La chose serait grotesque, si elle n'était profondément triste. A. ES. SADOUC.

ELECTIONS CONSULAIRES

Un scrutin de ballottage doit avoir lieu le jeudi 24 courant pour l'élection de cinq juges suppléants au Tribunal de Commerce de la Seine.

Le Comité central des Chambres syndicales adresse un chaleureux appel aux électeurs consulaires pour que ceux-ci ne manquent pas de prendre part à ce scrutin.

Le programme du Comité central est d'écarter à tout prix toute préoccupation politique dans le choix de ses candidats, de ne chercher en eux que des hommes honorables, assez jeunes pour être en état de remplir des fonctions qui exigent un labeur considérable, et assez indépendants pour n'avoir d'autres soucis que ceux de la bonne justice.

Ses candidats sont : M. Brunel, président de la Chambre syndicale des propriétaires d'hôtels meublés.

Orient fils, papiers en gros. Lévêque (Charles), tissus, fournitures militaires. Auvoc fils (Louis), bijouterie, vice-président de la Chambre syndicale de la bijouterie et joaillerie.

Feuilleton de la Patrie DU 22 DECEMBRE

REVUE MUSICALE

MUSIQUE EXTRA-THÉÂTRALE

Il y a deux proverbes dont la justesse est assez contestable, — comme elle l'est, d'ailleurs, pour maints aphorismes de la prétendue sagesse des nations, la plupart faux et presque tous assez vulgaires. Ce sont ces deux-ci : « Qui paye ses dettes s'enrichit » et « Mieux vaut tard que jamais ». A ce dernier, les plus sages ont substitué l'adage contraire : « Mieux vaut tard que jamais » quant au premier, je le laisse juger par tous les débiteurs ; s'ils se trouvent réellement plus riches après avoir satisfait leurs créanciers, je passe condamnation.

Quels qu'ils soient, je dois me prévaloir de ces deux proverbes, à l'échéance de fin d'année. Non pas, entendons-nous, que je me résigne de gaieté de cœur à payer toutes les dettes, imprudemment contractées pendant ces douze mois de 1885 envers les musiciens et les lecteurs, et involontairement négligées. Pour le coup, ce serait trop tard, et il me serait permis d'invoquer la prescription. Il me faudrait, du reste, une dizaine de feuilletons pour m'acquitter, et je ne puis disposer ici que de la moitié d'un.

Pourquoi s'entêter alors? me demandera-t-on; pourquoi promettre? Eh ! mon Dieu ! Est-ce qu'on sait ! Un nouveau feuilleton théâtral arrive qui absorbe toute la place affectée à la critique, et l'on est obligé de renvoyer à huitaine ce qui peut plus facilement attendre. Devais-je, par exemple, le même jour que j'ai parlé du *Cid*, de Massenet, m'occuper de toi ou tel concert, de telle ou telle audition, de la publication musicale nouvelle, d'une reprise, d'un début, etc.? Je l'ai fait tout de même, cependant; mais au moment de la mise en pages, il a fallu laisser de côté cet excédent de prose. Puis, la semaine d'après apporte, elle aussi, son contingent de nouvelles théâtrales qui occupent à leur tour les six colonnettes de ce bas de page, et l'on est débordé; si

A. Basset, fabricant de bronzes, négociant, arbitre-rapporteur près le Tribunal de commerce.

CHRONIQUE DE L'ESCRIME

Grande et brillante réunion, samedi soir, chez le maître Hyacinthe Vieuville, pour l'inauguration de sa nouvelle salle, rue de la Victoire.

Le programme, des mieux composés, avait attiré un public choisi d'amateurs et de professeurs, au nombre desquels nous avons remarqué MM. Waskiewicz — qui présidait — d'Espeleta, capitaine Derré, Pons, Ruz, Corbier, de Villeneuve, Dollfus, Westheimer, Rouvière, Vasseux, Sinadino, Ed. Magnier, Tavernier, Chrétier, Heintz, Bardoux, Bergès, Barroli, etc., etc.

Parmi les assauts qui ont le plus captivé l'attention des spectateurs, nous pouvons citer ceux de MM. Hyacinthe Vieuville et Vasseux, Rouvière et Westheimer, Pons et Sinadino.

Des murmures flatteurs ont accompagné notamment ces assauts, qui ont été exécutés avec une maîtrise hors ligne, et on nous permettra d'ajouter que M. Pons, le fils aîné du regrettable maître d'armes, a tenu fermement la réputation des Pons.

CHRONIQUE DES ASSURANCES

L'assurance sur la vie aux Etats-Unis

Une revue mensuelle de New-York, *The Insurance Times*, a publié, dans son numéro de novembre dernier, une étude fort intéressante sur le fonctionnement des principales Compagnies d'assurances sur la vie, pendant une période de vingt ans, de 1863 à 1883.

Nous résumons aujourd'hui pour nos lecteurs les données de cette étude, afin de faire ressortir les caractères généraux des assurances sur la vie aux Etats-Unis.

L'auteur de l'article n'a soumis à ses investigations que sept Compagnies, les plus puissantes de toutes celles qui fonctionnent dans l'Amérique du Nord. Trois de ces Compagnies relèvent de l'Etat de New-York, une de l'Etat de New-Jersey, une autre du Connecticut, et la dernière de l'Etat de Wisconsin. Ce sont la *New England Mutual*, la *Mutual Life*, la *Mutual Benefit*, la *New York Life*, la *Connecticut Mutual*, la *Northwestern* et l'*Equitable*. Comme on le voit, les deux Compagnies américaines qui sont venues s'établir chez nous, la *New-York* et l'*Equitable*, figurent dans cette liste.

Au 1^{er} novembre 1883, les sept Compagnies avaient en cours 61,900 polices pour un total de capitaux s'élevant à 180 millions et demi de dollars, environ un milliard de francs.

Au 31 décembre 1873, c'est-à-dire dix ans après, ces chiffres s'étaient singulièrement modifiés. Le nombre des polices s'était élevé de 61,900 à 337,432; il avait donc plus que quintuplé. Le montant des capitaux en cours avait grandi dans la même proportion : de 180 millions et demi de dollars, il s'était élevé à plus d'un milliard de dollars, soit plus de cinq milliards de francs. C'était là un développement considérable dans l'espace de dix années. La *Mutual Life*, la *New-York*, la *Northwestern* et l'*Equitable* avaient particulièrement profité de ce développement.

Dans les dix années suivantes, c'est-à-dire de 1873 à 1882, il y a eu un certain accroissement des polices et de capitaux assurés, mais il a été loin d'être aussi important que dans les dix années précédentes. De 337,432, le nombre des polices en cours s'est élevé à 432,816, augmentant ainsi d'un tiers environ. Le chiffre des capitaux assurés s'est accru de deux cent millions de dollars environ, soit d'un cinquième.

Pourquoi cette différence entre les deux décades? Le journal américain ne craint pas de le dire : ce sont les nombreuses liquidations ou faillites de Compagnies d'assurances sur la vie, survenues aux Etats-Unis, qui ont refroidi la confiance du public et qui ont arrêté le mouvement des assurances. Nous n'insisterons pas sur ce point : il nous suffit de constater que nos affirmations antérieures sont corroborées par celles des journaux américains.

Un autre point a attiré notre attention bien qu'à la fin du mois — je n'ose dire de l'année — on se trouve à la fête d'une foule de dettes criardes, si criardes, dirait un mauvais plaisant, qu'elles donnent la migraine comme certains musiques qu'il est inutile de désigner.

La semaine qui vient de s'écouler n'ayant pas eu la moindre œuvre scénique nouvelle, j'en profite pour payer quelques-unes de ces dettes — sinon les plus fortes, celles là moins dont les créanciers sont les plus intéressés. Arrivé au bout du feuilleton, je m'arrêterai, par défaut de place, non pas de bon vouloir, sauf à continuer « au prochain numéro ».

L'association des artistes musiciens a célébré, comme d'habitude, en l'église de Saint-Eustache, la fête de sa céleste patronne, sainte Cécile. On a exécuté la messe en mi bémol de M. Adolphe Deslandes. Les soli ont été chantés par MM. Warot, Hourdin, Flajollet et Laiffe; les chœurs et l'orchestre étaient dirigés par M. Altès.

La messe de M. Deslandes révèle plus de connaissances harmoniques et d'inspiration chez le compositeur qu'un véritable sentiment religieux. Je sais bien que c'est la tragédie du Golgotha qui se déroule dans l'office divin et que le sentiment dramatique s'y impose à côté du sentiment religieux; mais il ne faut pas que celui-là l'emporte sur celui-ci. L'effet, dans ce dernier cas, est plus sûr, j'en conviens; seulement, ce n'est pas à l'effet du moment que ce genre de compositions doit viser. M. Deslandes le sait mieux que moi, à telle enseigne que dans certaines parties de sa *Messe* il a su éviter cet écueil, au *Gloria* par exemple, d'un accent si pur et d'un caractère si élevé, et à l'*Agnus* qui est vraiment remarquable par le style et par la vérité de l'expression. Voilà deux pages de musique religieuse de tout beauté.

A l'offertoire, M. J. J. Garcin a fait entendre la magnifique hymne à sainte Cécile, par Gounod. Et après la messe de M. Deslandes, on a exécuté la *Laudate* de M. Charles Leneveu — qui n'en restera pas, je l'espère, à des succès de musique sacrée. Sa *Vallée* attend une sœur.

J'ai reçu le rapport publié par la Société chorale d'amateurs, fondée et dirigée par M. A. Guillot de Saubris; il a été rédigé par M. Paul Collin, secrétaire du comité et il fait connaître les travaux de la Société pendant les vingt premières

années de son existence (1865-1885). Les vingt premières années, ai-je dit, puisque, née le 27 avril 1865, cette Société va atteindre dans quelques mois sa majorité. Toutefois, elle existait déjà en germe, sinon effectivement ou officiellement, bien avant cette époque, en la personne de sa première présidente, une jeune femme, Mlle Marie-Louise d'Artois, qui avait fondé, il y a quarante-quatre années d'existence, puisque M. de Saubris, déjà depuis 1841, avait réuni des élèves pour la musique d'ensemble et débuta par l'exécution de l'oratorio de Haydn, la *Création*, avec tant de succès qu'il dut la renouveler trois fois de suite.

Bien d'autres œuvres puisées aux sources les plus pures de l'art classique suivirent la *Création*, avant que la fondation de la Société fût décidée.

M. Paul Collin commence son rapport d'une façon piquante : « Nous avons tous, dit-il, plus ou moins voyagé dans la Suisse ou les Pyrénées, et nous savons que le parfait touriste monte d'abord, monte encore et se retourne seulement après qu'un assez long chemin a rendu pour lui légitime l'espérance de voir se dérouler sous ses regards un panorama suffisamment étendu. Voici vingt ans que notre Société monte d'un pas régulier et d'un constant effort. Nous pouvons nous retourner et jeter un coup d'œil sur la route parcourue. »

Ceci dit, le rapporteur fait brièvement l'histoire de la Société. Il nous rappelle qu'à ses débuts elle se composait exclusivement d'hommes; les réunions avaient lieu le dimanche, et on y chantait des chœurs des meilleurs maîtres, des anciens comme des contemporains. Parfois des voix seules s'intercalaient; et à ce sujet il nous donne un détail que je tiens à reproduire ici :

Dans les *Huguenots* et dans la *Statue*, dit-il, les rôles de Raoul et de Monck, si différents l'un de l'autre, étaient chantés d'une voix délicieuse par un jeune homme dont la physionomie fière et douce à la fois et la diction nerveuse et intelligente ne laissaient personne indifférent. Je le connaissais de longue date, l'ayant en souvenir rival dans les luttes classiques de la ville de Sorbonne. C'était le futur peintre de *Salomé*, le futur héros de Buzenval, Henri Regault, dont le nom est pour la France un double d'honneur et une double gloire. Il fut admis à la Société le 14 janvier 1866.

Cinq ans plus tard il devait tomber atteint par la balle d'un soldat allemand.

documents contestables. Ils sont fournis par un journal qui se plaît à exalter — ce qui est son droit — la solidité des Compagnies américaines.

Nous croyons que l'examen de ces documents confirme la conclusion de toutes nos études antérieures : il faut préférer toujours aux Compagnies étrangères les Compagnies françaises d'assurances sur la vie. Sur presque tous les points de leur fonctionnement industriel, nos Compagnies gagnent à une comparaison. Elles exploitent, d'ailleurs, une industrie nationale, et c'est faire acte de mauvais citoyen, de mauvais patriote, que d'apporter son épargne à des étrangers, quand les producteurs français nous offrent une marchandise, supérieure à tous les points de vue.

Un autre point mérite d'être signalé : c'est la décroissance continue de l'intérêt des placements. Au 1^{er} novembre 1883, cet intérêt était en moyenne de 6 1/2 0/0. Au 31 décembre 1873, il n'était plus que de 6 2/8 0/0. Au 31 décembre 1883, il était descendu à 5 4/0 0/0.

Pour montrer la persistance de cette dégradation de l'intérêt, il suffit de rapprocher ce dernier chiffre du taux moyen de l'intérêt en 1884 : 5 19 0/0. Ainsi, dans une seule année, le revenu des placements des Compagnies américaines s'est abaissé de 0 21 0/0, ce qui représente 735,840 dollars, plus de 3 millions et demi pour les sept Compagnies.

Nous savons que les Compagnies des Etats-Unis se sont émues de cet état de choses. Elles ont dû abaisser le taux d'intérêt sur lequel reposent leurs calculs. La *New-York* et l'*Equitable* ont modifié leurs tarifs de rentes viagères. Bien que la cause de ces modifications ait été tenue cachée le plus longtemps possible, force a été de la révéler. On ne pourra plus dire que les Compagnies américaines ont des tarifs abaissés parce qu'elles tirent un meilleur parti de leurs fonds.

Autrefois, les bons américains leur rapportaient 6 0/0. Aujourd'hui ils donnent 3 0/0 à peine, et les Compagnies en sont réduites à prêter de l'argent sur des valeurs de Bourse douteuses pour relever le niveau de leur revenu. Voilà une vérité que nous sommes bien aise de constater avec les documents fournis par nos confrères de New-York.

Il n'est d'autres qui gagnent à passer par le même canal. Le rapport des capitaux réels ou arriérés à échéance aux risques en cours sert quelquefois de base pour l'appréciation du fonctionnement d'une Compagnie. Si le taux de la mortalité augmente, si le nombre des résiliations volontaires s'accroît, ce rapport progresse et il atteste ainsi souvent le choix imprudent des risques, quelquefois en même temps leur mauvaise qualité.

Or, d'après les tableaux publiés dans l'*Insurance Times*, la progression de ce rapport est très sensible pour les sept Compagnies principales dont il s'est occupé. La moyenne de ce rapport était de 1.26 au 31 décembre 1873; dix ans après, il s'élevait à 1.98. N'est-ce pas singulier de voir la proportion des affaires terminées grandir de 0.72 0/0 en dix ans, c'est-à-dire de près de 60 0/0 ?

Et cet accroissement est commun à la *New-York* et à l'*Equitable*. La première de ces Compagnies n'avait qu'une proportion de 1.23 0/0 d'affaires disparues au 31 décembre 1873. Dix ans après, cette proportion était de 1.85, c'est-à-dire supérieure de plus de moitié. Pour l'*Equitable*, il y a eu progression dans le même sens, mais progressant moins rapidement, ainsi que l'attestent les deux chiffres suivants : 1.19 et 1.44.

Il ne faudrait donc pas trop vanter la propriété des assurances américaines. Elles ont leurs plaies et leurs difficultés. Elles se heurtent à l'abaissement du taux de l'intérêt et, dans ces dernières années, cet abaissement a été assez rapide pour provoquer des mesures qui tendent au relèvement des tarifs.

D'autre part, sous l'influence de la concurrence et de la propagande internationale, les Compagnies américaines ont vu s'élever le taux de leur mortalité et le chiffre de leurs résiliations. C'est dire la qualité de leurs assurances faiblit, et que ces Compagnies verront diminuer leurs profits.

Ces indications ne sont pas tirées de

AVIS ET COMMUNICATIONS

ÉTRENNES 1886

Rien de plus beau à offrir comme cadeau d'étrennes, soit pour le texte, soit pour les gravures, que le *Littoral de la France* (Côte Vendéenne), dont l'auteur publie chaque année un volume à l'occasion du premier de l'an. L'Académie française, dans sa séance du 26 novembre dernier, a décerné à cet ouvrage un prix de 1,000 fr. C'est en dire la haute portée; nous le qualifions volontiers de « Livre national ». Quelle variété de scènes! Quelle richesse de description! Et surtout, au point de vue patriotique, quels élan, quels sentiments, pour notre beau pays de France! Voilà aussi un livre de premier choix. (Un vol. in-4° broché, 20 fr., et relié 25 fr.)

S'adresser à M. Palmé, 76, rue des Saints-Pères, Paris.

Il y a un mois environ que le musée du Louvre a pris une décision qui a de suite obtenu l'approbation du public, et surtout celle des artistes. Je veux parler de l'ouverture d'une salle de photographies au Louvre même. C'est une vraie bibliothèque d'œuvres d'art qui va se former ainsi, dans laquelle chacun pourra librement consulter les collections des chefs-d'œuvre des peintres leurs préférés.

La maison Braun, qui a été chargée par l'Etat de cette publication intégrale des richesses de notre galerie nationale, va dans quelques jours ajouter deux nouveaux musées — ceux de Harlem et de La Haye — à sa collection déjà presque complète des musées d'Europe.

A cette heure où Frans Hals est tenu en si haute estime, la publication de ses célèbres tableaux civils de Harlem sera particulièrement intéressante.

Avant la mise en vente, MM. Braun et Co ont exposé les premières épreuves obtenues dans les ateliers du boulevard des Capucines, 3, où ils ont invité la presse et les amateurs à venir les examiner à loisir, du lundi 21 au 26 décembre.

Nous reparaîtrons d'ailleurs plus longuement de cette exposition et de la publication de ces deux musées, sur lesquels M. Georges Lefebvre et M. Victor de Stuers ont écrit deux études magistrales.

GAZETTE THÉÂTRALE

Ephémérides théâtrales de 1885

AVRIL

4. — Premières représentations, au Châtelet, de : le *Marriage de Tamboor*, opéra d'après la pièce d'Alexandre Dumas, de Leuwen et Brunswick, par M. Paul Burani, musique de Léon Vasseux; — et, aux Nouveautés, de la reprise de la *Cantinière*, vaudeville en trois actes, de MM. Félix Ribaube et Paul Burani, musique de M. Robert Planquette.

6. — Première représentation, à Carlsruhe, de *Noë*, grand opéra de Saint-Georges, musique posthume d'Halévy, terminée par Georges Bizet.

8. — Mort de Mlle Dica-Petit, célèbre artiste dramatique.

10. — Première représentation, à la Scala, de *Agence ou à trois*, opérette en un acte de MM. Péricaud et de Jallais, musique de M. Herpin.

16. — Première représentation, à l'Odéon,

de : le *Divorce de Sarah Moore*, drame en trois actes de M. Jacques Rozier.

Anjourd'hui, à une heure, salle du Grand-Orient, assemblée générale de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.

Ce soir, à l'occasion du 246^e anniversaire de la naissance de Racine :

Au Théâtre-Français, *Phèdre*, les *Plaideurs* et la *Phèdre de Pradon*, à-propos en vers, de M. Jules Truffier, dit par Mlle Barthelemy.

A l'Odéon, les *Plaideurs* et *Athalie* (Mlle Roussel), avec la musique de Mendelssohn, les chœurs et l'orchestre de M. Colonne.

A la Renaissance, reprise de la *Partisienne*.

Lafont Simpson, Damesnil, Clotilde, A. J. E.

et reprise de la *Navette* (M. Galliaux, Bonnet, Fournier, Mmes Dunoyer et Davin).

C'est ce soir que l'Opéra donne enfin la cinquième représentation du *Cid*.

Mme Davyès est toujours enrhâmée, mais son rôle sera chanté par Mme Bosman, et le rôle de l'enfant pris par Mlle d'Erville.

On lit dans le *Figaro* :

Petit incident, hier, dans l'après-midi, au concert Colonne, où l'on exécutait la *Damnation de Faust*.

Le ténor Clodio n'ayant pas satisfait le public, celui-ci a manifesté sa mauvaise humeur par une tempête de sifflets qui a bien duré près de dix minutes.

Les différents successeurs à la Société du Château-d'Eau, n'ayant pas réussi, MM. Bessac, Péricaud et Gravier sont forcés de reprendre en mains l'affaire; ces messieurs ouvriront samedi par la reprise du *Marchand d'habits*.

Aux Variétés, on parle tout bas de la rentrée prochaine de l'opéra, ainsi que nous l'avons annoncé; car pour succéder à la reprise des *Brigands*, il y a une grande pièce dont le principal rôle doit être créé par Mlle Réjane.

Les matinées du *Roi de l'Argent*, à l'occasion de Noël et du 1^{er} janvier, auront lieu le vendredi 25, le dimanche 27, les vendredis 1^{er} janvier, samedi 2 et dimanche 3.

A la matinée du 25, ainsi qu'aux soirées du 24 et du 25, il y aura une Christmas à la mode anglaise, avec arbre de Noël et distribution gratuite de jouets à tous les enfants de la salle par les soins des enfants de la scène, la petite Pauline Breton en tête.

Cette distribution de jouets sera recommandée aux malades suivants, mais sans la Christmas et l'arbre de Noël, qui ne seraient plus d'actualité.

G. DORANT.

ÉTRENNES 1886

La Librairie Abel Pilon (A. Le Vasseur, successeur), 33, rue de Fleury, présente ses clients qu'elle tient à leur disposition, avec ses facilités habituelles de paiement (5 francs par mois), les publications des principaux éditeurs de Paris : *Librairie de Grammont, Musique, Ouvrages illustrés*; et les invite à lui adresser des lettres leur demandant, afin d'éviter l'encombrement des derniers jours.

ENVOI FRANCO DES CATALOGUES

La magnifique édition des *Œuvres complètes* d'Alfred de Musset, illustrée par Bida, et augmentée de la biographie d'Alfred de Musset par Paul de Musset, est livrée immédiatement et complète à la librairie L. Hébert, 7, rue Perronet, à Paris, pour la somme de 88 francs, payable 5 francs par mois.

Elle se compose de 11 volumes in-8° cavalier ornés de 2 portraits, 28 dessins de Bida et 1 dessin d'Emile Bayard, gravés au burin.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

Le meilleur DENTIFRICE est l'EAU de PHILIPPE, employée avec l'ODONTALINE, pâte dentaire vrai carmin de la bouche 24, rue d'Enghien, 24, Paris.

LES GRANDS MAGASINS DU
Printemps
ont l'honneur de donner avis que les Magasins seront fermés le Vendredi 25, Fête de Noël, mais qu'ils resteront ouverts PAR EXCEPTION le Dimanche 27 et le Jour de l'AN JUSQU'À 6 HEURES.

